

Le manager qui lisait Levinas

■ Kris Peeters boucle une année de douleur. Jadis, il symbolisait l'aile droite du CD&V, pro-flamande et "business friendly". Aujourd'hui, il incarne à lui seul la gauche du gouvernement fédéral.

Portrait François Brabant

En ce mois de décembre finissant, il est apparu au seuil du 16, rue de la Loi, ce cabinet du Premier ministre qui ne sera jamais le sien. Au sortir d'une énième réunion, on l'a vu éprouvé. Soulagé, aussi. L'année s'achève. Jusqu'au bout, 2015 aura été pour Kris Peeters une somme de douleurs. Qu'importe si 2016 ne s'annonce pas plus commode, l'instant présent comporte sa part de saveur. Le vice-Premier ministre CD&V, en charge de la concertation sociale, vient de boucler une volée de dossiers épineux : réintégration des travailleurs malades, réforme du statut des dockers, encadrement du secteur e-commerce...

Rue de la Loi, dans l'étroit périmètre où se joue le théâtre politique belge, Kris Peeters portait ces jours-ci un trench noir, un coquelicot en papier à son revers. L'emblème est courant en Angleterre, où de nombreux habitants l'arborent au mois de novembre, en souvenir de l'armistice et du sang des combattants de 14. Interrogé sur le sens de ce symbole, Kris Peeters aurait pu annoncer le couplet rituel sur les tranchées de l'Yser, ou réciter un bout de poème. "In Flanders fields the poppies blow..." Au lieu de ça, il a répondu, laconique : "C'est mon manteau d'hiver, j'y ai accroché le coquelicot l'année passée et je l'ai laissé." Présentant qu'il laissait son interlocuteur sur sa faim, le ministre a juste ajouté une phrase : "Mon grand-père a été soldat pendant la Première Guerre mondiale." C'est tout.

Il y a un mystère Kris Peeters. Ses fausses confidences ne disent rien. Sa courtoisie dissimule une retenue. Son sourire est un paravent. Son charisme est lisse. Son aisance, partout, tout le temps, montre combien il est fier, davantage qu'elle ne révèle à quel point il est serein.

Une décennie qu'il caracole au sommet de l'État, et qui sait, au fond, ce qui l'anime ? Parmi les élus du CD&V, beaucoup ignorent son opinion sur une série de points fondamentaux. "Yves Leterme, on ne savait pas non plus ce qu'il pensait. Mais avec Kris Peeters, c'est encore plus fort", confie l'un d'eux.

Dernier gros calibre

De l'antique CVP, colossale machine rebaptisée CD&V en 2004, et dont les multiples strates épousaient toutes les nuances de la sociologie flamande, il ne reste rien, ou presque. Depuis le changement de sigle, il y a onze ans, deux anciens Premiers ministres chrétiens-démocrates, Yves Leterme et Herman Van Rompuy, ont quitté la politique belge. Trois autres sont morts, Leo Tindemans et Jean-Luc Dehaene en 2014, Wilfried Martens en 2013. Les ex-ministres Inge Vervotte et Steven Vanackere ont eux aussi déserté la scène. Vedette hier, Pieter De Crem n'exerce plus qu'un fantomatique secrétariat d'État. Quant au président, Wouter Beke, sa popularité s'érode de sondage en sondage.

Reste Kris Peeters, dernier gros calibre d'une année en détresse. A la différence des Dehaene, Van Rompuy et Martens, purs produits de l'appareil social-chrétien, il ne provient pas du sérail. Les structures du parti lui étaient étrangères jusqu'à sa nomination surprise comme ministre, à 42 ans. La Flandre profonde, la Flandre normale ? Il en vient. Une enfance à Kuisbroek-Sauvegarde, au sud d'Anvers. Mère au foyer, père employé à la Mutualité chrétienne. Un frère, une sœur. Basket, judo, volley. Samedis au patro. L'université lui réussit. A la clé : une licence en droit, un bac en philosophie et un diplôme spécial en finance. Kris Peeters exerce deux ans comme avocat. En 1988, il rejoint le centre d'étude de la NCMV, l'Union des classes moyennes chrétiennes. Quand sa directrice, Marijanne Thyssen, devient députée

européenne CVP, en 1991, c'est lui qui prend la relève. Parvenu à la tête de l'organisation, il lui donne un souffle nouveau. Au passage, il la rebaptise Unizo, Union des entrepreneurs indépendants.

Choisi par Yves Leterme

Son dynamisme séduit. Alors ministre-Président flamand, Yves Leterme veut l'enrôler dans son équipe. L'épisode a lieu, très précisément, le 11 juillet 2004, jour de la fête nationale flamande. Dans la chronique des guerres fratricides du CD&V, la date est à classer parmi les faits majeurs. Ce matin-là, Leterme téléphone à Peeters : "J'ai presque finalisé mon gouvernement. J'ai gardé une place pour toi." Le patron de l'Unizo hésite, finit par accepter le sacerdoce politique. Sa décision évince et meurtrit Kris Van Rompuy, qui convoitait le même poste de ministre. "Je ne l'ai jamais pardonné à Leterme", confiera Herman, l'ainé des Van Rompuy. L'histoire n'est pas sans lien avec la disgrâce que subira plus tard Leterme, lâché par son parti, les Van Rompuy en tête.

En 2004, pour son premier mandat, Kris Peeters gère un portefeuille d'ampleur : les Travaux publics, l'Énergie, l'Environnement. Mais, presque instantanément, ses relations avec Yves Leterme se détériorent. A peine entré en fonction, Kris Peeters veut revoir le plan régional de reboisement de la Flandre, en privilégiant des solutions privées plutôt que publiques. L'annonce déclenche la colère du SP.A, partenaire de majorité. Dans la presse, Leterme évoque une "erreur de débutant". Le débutant en question avale de travers. Ce n'est que peu à peu que son aura va croître.

Mister Flanders

La gloire vient en 2007, quand Kris Peeters succède à Leterme à la ministre-Présidence flamande. Son nouveau rôle de chef de gouvernement, il ne le conçoit pas à la mode traditionnelle belge. Il ne veut pas être le simple artisan, au-dessus de la mêlée, de compromis noués entre les diverses composantes de sa coalition. Il entend gouverner en manager, forcer la marche de la Flandre vers une compétitivité toujours accrue, quitte à brusquer certains de ses ministres.

La popularité de Kris Peeters monte en flèche. On le surnomme "mister Flanders". Les haut-gradés libéraux en nourrissent des regrets. Le profil de ce décideur proche des milieux entrepreneuriaux n'aurait pas déparillé parmi eux. "J'ai été trop tard sur la balle", dira Guy Verhofstadt, l'ancien gourou de l'Open VLD.

Au CD&V, Kris Peeters se positionne comme le héros de l'aile droite, pro-flamande, qui réclame une réforme de l'État maximale et des baisses d'impôts substantielles. A l'extérieur, les clivages internes sont à peine perceptibles. "Même en bureau de parti, les dirigeants donnaient le change. Mais en coulisses ça hurlait", rapporte un témoin. Le navire tangué, sur fond d'irrésistible ascension de la N-VA. La formation indépendantiste triomphe en 2010. Elle récidive en 2012. A mesure qu'approchent les élections de 2014, Kris Peeters apparaît de plus en plus comme la seule figure démocrate-chrétienne capable d'empêcher une nouvelle razzia nationaliste. "Nous ne visons rien de moins que la médaille d'or. 2014 sera l'année du CD&V", prophétise le ministre-Président en janvier, dans son discours de vœux, à six mois de l'échéance fatidique. Plus dure sera la défaite. Dans sa circonscription d'Anvers, le CD&V recule, tandis que la N-VA progresse. Sur l'ensemble de la province, Kris Peeters ne recueille que 140 000 voix. Plus encore que le score monstre de Bart De Wever (314 000 voix), c'est le fait d'être devancé par une autre flèche de la N-VA, Liesbeth

Homans (163 000 voix), qui a, dit-on, blessé son amour-propre.

Depuis, le meneur de jeu du CD&V peine à retrouver sa superbe. Il aurait aimé prolonger à la tête du gouvernement flamand. A la rigueur, il aurait accepté le job de Premier ministre. Qui plus est, il a fondé toute son image sur un style "business friendly". Mais le sort l'a déporté ailleurs. Au fédéral malgré lui, vice-Premier malgré lui, il lui faut en outre défendre une ligne de gauche, malgré lui. Le calice jusqu'à la lie. Mais Kris Peeters encaisse. Il sait que les chrétiens-démocrates, en coalition avec trois partis de droite, n'ont d'autre choix que de barrer à gauche plus qu'ils ne le souhaiteraient, afin de recentrer la politique du gouvernement. Sans quoi la pression de l'aile syndicale du parti mènerait à des explosions mortelles pour la cohésion du CD&V.

Quelle ironie. A force de se démarquer des "thatchériens", tels qu'il les appelle, Peeters passerait presque

pour le porte-parole de la CSC, lui qui a été hué par les militants de la confédération chrétienne lors du congrès de participation du CD&V, en octobre 2014.

Exaspéré par la N-VA

Et dire qu'il y a quelques mois encore, la plupart des acteurs politiques, amis comme ennemis, croyaient que rien de substantiel ne l'opposait à Bart De Wever. Ceux-là se sont trompés. A moins que Kris Peeters lui-même ait changé ? En public, il ne masque plus son exaspération vis-à-vis de la N-VA. "Dans une époque aussi compliquée que la nôtre, on a besoin de leaders constructifs, qui apaisent les tensions, et non de partis populistes qui polarisent le débat", explique-t-il. Il invoque le personnalisme chrétien, cite les valeurs des évangiles comme une source d'inspiration, insiste sur la valorisation du consensus, le respect des équilibres. Il se réfère à Angela Merkel, Jean-Claude Juncker, Jean-Luc Dehaene. Des personnalités centristes, toutes.

La Flandre qui gagne avait vu en lui l'un des siens, un libéral, voire un nationaliste repeint en orange. Et si Kris Peeters était, finalement, plus démocrate-chrétien qu'on le pensait ? C'est possible, même si Peeters ne sera jamais Van Rompuy. Le second se nourrit de livres, et l'observateur averti peut déceler dans ses discours, ses interviews, la trace de ses lectures les plus récentes. Le second reste un gestionnaire avant tout, chez qui l'action prime. Parfois, certes, il cite Kant, Habermas, Levinas surtout, son philosophe favori. Mais rien, dans son attitude sur le ring politique, ne trahit ce goût pour les grands auteurs. Il y a un mystère Kris Peeters.

"Dans une époque comme la nôtre, on a besoin de leaders qui apaisent, et non de partis populistes qui polarisent le débat."

KRIS PEETERS

Il cite les valeurs des évangiles comme une source d'inspiration.